



Écriture inclusive : qu'en pensent les candidats à l'élection présidentielle ?

FOCUS - Alors que la campagne présidentielle entre dans son dernier trimestre, Le Figaro a compilé les avis divergents des candidats sur ce graphisme censé être « plus inclusif ». À moins de cent jours de la Présidentielle, les candidats présumés ou déclarés peaufinent leurs programmes. Certains n'hésitent pas à y glisser de l'écriture inclusive, du vocabulaire épïcène, ce langage censé être « plus inclusif » et « visant à assurer une égalité de genre dans la langue française ». Le Figaro fait le point sur ces politiques adeptes ou réfractaires à cette graphie.

Merci de renseigner une adresse e-mail valide

Éric Zemmour, défenseur de « la langue qui se désagrège »

« Nous voulons conserver notre langue, la plus belle du monde, la plus claire, nous voulons la protéger de l'influence américaine, maghrébine et de l'écriture inclusive », a déclaré Eric Zemmour sur Twitter en octobre dernier, suite à une visite à Nîmes. Le polémiste souhaite défendre la langue française et sa grammaire.

Dans une tribune publiée dans les colonnes du Figaro en septembre 2018, il avait déjà tenu ce discours : « Notre chère langue française est un chef-d'œuvre en péril. Les nouvelles générations - produits de l'éducation moderniste - ignorent, voire méprisent, l'orthographe ; et torturent cruellement une syntaxe qui ne leur a rien fait. La langue française n'évolue pas, elle se désagrège. » Et symptôme de cette décadence : la généralisation l'écriture inclusive. Cette dernière serait « une machine de guerre à détruire la langue », dénonçait-il le 8 février dernier sur CNEWS.

Valérie Pécresse, celle qui veut « interdire l'écriture inclusive »

« J'interdirai l'écriture inclusive », a déclaré Valérie Pécresse le 17 janvier dernier sur Europe 1 car « elle exclut ». Quelques semaines plus tôt dans Le Grand Jury, elle avait critiqué un détournement profond de la langue française, « qui est déjà une langue difficile ».

La présidente de région s'est réjouie d'avoir « supprimé l'écriture inclusive dans les textes administratifs » contrairement à son prédécesseur, Jean-Paul Huchon. En effet, depuis la circulaire du 21 novembre 2017, « les administrations relevant de l'État doivent se conformer aux règles grammaticales et syntaxiques, notamment pour des raisons d'intelligibilité et de clarté de la norme ».

Emmanuel Macron, l'orateur inclusif

« Merci de votre engagement à toutes et tous », déclarait Emmanuel Macron, le 7 mai 2017 au Louvre suite à sa victoire au deuxième tour. Quelques semaines plus tard, devant l'Assemblée des Français de l'étranger, il reproduit cette déclinaison du masculin puis du féminin. « Je sais Mesdames, Messieurs, que nous partageons, toutes et tous, le même sentiment. »

L'actuel président de la République, et candidat encore non-déclaré, utilise aisément ce que l'on appelle l'oralité inclusive. En d'autres termes, il ne va pas utiliser un point médian pour marquer sa volonté de ne laisser personne de côté mais le décliner à l'oral. Notons toutefois, que dans ses vœux aux Français de la Saint-Sylvestre, le Président sortant s'est limité au genre masculin du nom commun « président » en déclarant : « Nous aurons à élire le président de la République au printemps prochain, puis à désigner nos représentants à l'Assemblée nationale ». Alors que deux semaines plus tard, devant le Parlement européen, il a féminisé le titre de « la présidente de la



Commission », ainsi que celui de la « chancelière Merkel ».

Pour autant, durant son mandat, Emmanuel Macron a doublement agi sur le plan réglementaire contre la généralisation de l'écriture inclusive. En novembre 2017, sous le gouvernement d'Édouard Philippe, il est imposé aux textes publiés au Journal officiel de « ne pas faire usage de l'écriture dite inclusive ». S'ensuit en mai dernier son interdiction dans le cadre scolaire. Ainsi dans le JDD, le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer estimait que « mettre des points au milieu des mots est un barrage à la transmission de notre langue pour tous, par exemple pour les élèves dyslexiques. »

Jean-Luc Mélenchon, silencieux mais engagé

Jean-Luc Mélenchon ne s'est pas prononcé directement sur l'écriture inclusive. Il s'est même engagé « à la défendre » le 3 novembre dernier devant la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Pour autant, son parti La France insoumise l'utilise allégrement. « Nous nous sommes fixés comme mot d'ordre de l'employer partout, peu importe le support, s'est félicité, dans une interview au Figaro, Sarah Legrain, oratrice nationale et cadre LFI. Nous voulons visibiliser les femmes en nous adressant à elles directement. Nous le faisons soit en employant le masculin et le féminin, soit en utilisant des mots épiciques, soit en nous servant du fameux point médian. » Au dernier meeting du candidat à Bordeaux, le député LFI Loïc Prud'homme en a fait l'usage à l'oral en accueillant une « équipe de soignants et soignantes ».

Toutefois, à en regarder le programme pour 2022 ainsi que le bilan parlementaire du groupe LFI, l'écriture inclusive n'est pas de mise. Une réticence partagée par Jean-Luc Mélenchon qui ne l'utilise pas à l'oral. Ainsi il choisit de dire, « ce changement [...] c'est vous qui allez le faire, ceux au boulot, ceux dans l'action, ceux sur le terrain », et non faire l'usage du « celles et ceux ».

Anne Hidalgo, pionnière et résistante... à imposer l'écriture inclusive

Anne Hidalgo n'a jamais caché son intention de « promouvoir, conforter et garantir l'égalité, dans ses actions à l'égard de ses agent·es comme de ses habitant·es et usager·es du territoire parisien », comme elle l'indique sur le site de la mairie de Paris. Et affirmer ainsi son goût pour l'écriture inclusive. En 2017 lors de l'interdiction de son utilisation pour les documents administratifs, son adjointe Hélène Bidard avait répliqué : « Nous gardons l'écriture inclusive. On comprend le français quand on écrit ".e" ! ». Dans cette même lignée, en novembre 2019, l'édile a inauguré deux plaques commémoratives en écriture inclusive, rendant hommage aux « Conseiller.e.s » et « Président.e.s » de Paris. Passées sous silence pendant deux ans, elles ont été révélées par le groupe d'opposition « Changer Paris » en décembre 2021. La mairie a botté en touche, « la doctrine est de ne pas retenir l'écriture inclusive dans le libellé des plaques commémoratives »

Quelques semaines plus tard, interrogée sur France Inter, Anne Hidalgo avait joué la carte de la candidate raisonnée. « L'écriture inclusive je la pratique, je la vois mais je ne crois pas qu'elle soit toujours très compréhensible. [...] Je pense que dans le pays les sujets avec l'écriture inclusive ne devraient pas nous occuper plus de cinq secondes. »

Yannick Jadot, le candidat inclusif assumé

Les Verts ne s'en sont jamais cachés. Depuis plusieurs années, ils militent pour introduire l'écriture inclusive dans la sphère publique. Yannick Jadot ne manque pas à la règle. En avril 2021, il réagissait sur Twitter : « Gravité face aux périls, responsabilité vis-à-vis des Français·e·s, enthousiasme pour bâtir un projet d'espérance pour la France en 2022! ». Généralisant ainsi l'écriture inclusive à l'écrit. Que l'on retrouve dans son programme officiel pour 2022. Ainsi peut-on lire : « Nous n'étions pas prêt·es à vivre



cette pandémie ». Notons que dans ce désir d'épouser au mieux l'écriture, les Verts en ont oublié de faire appel au point médian et non au point classique.

